

Unité départementale du Loiret
Adresse postale: DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon
Bureaux: 3 rue du Carbone - Orléans la Source
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 08/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETRAD

Les Pierrelets
45380 Chaingy

Références : 402/2025 VAT20250384
Code AIOT : 0010007189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement SETRAD implanté Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 Bucy-Saint-Liphard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETRAD
- Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 Bucy-Saint-Liphard
- Code AIOT : 0010007189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETRAD a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Bucy Saint Liphard aux lieux-dits « Le Bois d'Herbault » et « Terres d'Escures ». L'arrêté préfectoral précité a été complété par les arrêtés préfectoraux des 2 mars 2017 et 23 août 2021.

L'activité de stockage a cessé le 16 janvier 2024. Les installations nécessaires au suivi post-exploitation de l'installation de stockage ont été conservées.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.2.4	Mesures d'urgence	15 jours
5	Couverture des casiers	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 7	Demande d'action corrective	
6	Couverture des casiers	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
7	Programme de contrôle - biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 12.3	Mesures d'urgence	7 jours
8	Programme de contrôle - lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 9.1	Mesures d'urgence	7 jours
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.1	Mesures d'urgence	2 jours
11	Installation de valorisation du biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.2.1	Mesures d'urgence	7 jours
12	Aménagement de la zone d'enfouissement	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.5	Mesures d'urgence	7 jours
13	Entretien des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 13	Mesures d'urgence	7 jours
14	Fonctionnement du réseau collecte biogaz	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 12.1	Mesures d'urgence	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incendie ou accident	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1	Sans objet
2	Incendie ou accident	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1	Sans objet
3	Incendie ou accident	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1	Sans objet
9	Exploitation - Aménagement	Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 12.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incendie ou accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a contacté par téléphone le jour même de l'incendie, le 18/08/2025 l'inspection des installations classées. Un incendie a eu lieu sur le casier A9 de l'ISDND le 18/08/2025 à 11h40. Deux personnels de l'entreprise APAVE étaient sur site pour effectuer des mesures de contrôle au niveau de la torchère à l'aide d'une perche. Une perte de contrôle de cette perche lors de sa manipulation par les agents de l'APAVE a conduit à sa chute sur la zone enherbée. L'appel aux pompiers a été nécessaire pour maîtriser le feu. L'incendie s'est terminé vers 16h.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Incendie ou accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident, [...] est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il

précise notamment les circonstances et les causes de l'accident [...]
Constats : Un rapport d'accident a été transmis le 19/08/2025 par mail à l'inspection des installations classées. Toutefois, suite à la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué la réalisation de contrôles au niveau des dégâts matériels pour remettre en route le fonctionnement du suivi post-exploitation de l'ISDND. Pas d'écart constaté mais l'inspection demande à ce que le rapport d'accident soit complété au niveau des actions de contrôle mises en place par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Incendie ou accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Un rapport d'accident a été transmis le 19/08/2025 par mail à l'inspection des installations classées, soit un jour après l'incendie. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Aire de stationnement des voies d'accès
Prescription contrôlée : En tout temps, une aire de stationnement des engins incendie doit être utilisable (voirie lourde) et non utilisée à d'autres usages.
Constats : L'accès au bassin de réserve d'eau incendie de 350 m ³ par voie carrossable est impossible. En effet, une cuve de biocarburant servant pour de nouvelles activités (base logistique et plateforme de valorisation de déchets inertes) implantées sur le site en post-exploitation est installée sur la voie carrossable empêchant toute circulation. Ce constat a également été soulevé par le SDIS lors

de son intervention en date du 18/08/2025 pour éteindre l'incendie.

Écart constaté : L'aire de stationnement des engins incendie n'est pas accessible (cuve à carburant permettant l'approvisionnement en biocarburant des camions).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit rendre accessible cette aire de stationnement des engins incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Couverture des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Plan et mémoire technique

Prescription contrôlée :

Couverture des casiers S1 à S6 [...] le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés sont transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

Pour les casiers S1, S2 et S3, les plans topographiques (avec plan de récolement en coupe) ainsi que le mémoire descriptif des travaux réalisés n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées.

Pour les casiers S4, S5 et S6, l'inspection est en possession exclusivement du mémoire descriptif des travaux réalisés.

Écart constaté : les documents relatifs à la couverture des casiers S1, S2 et S3 (plan topographique et mémoire technique des travaux réalisés) ainsi que le plan topographique des casiers S4, S5 et S6 n'ont pas été transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les documents susvisés concernant les travaux réalisés au niveau des casiers S1, S2 et S3 et S4, S5 et S6.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Couverture des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Plan et mémoire technique

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Couverture des casiers A9 et A10 [...] le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les casiers A9 et A10, les plans topographiques (avec plan de récolement en coupe) ainsi que le mémoire descriptif des travaux réalisés n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Écart constaté : les documents relatifs à la couverture des casiers A9 et A10 (plan topographique et mémoire technique des travaux réalisés) n'ont pas été transmis à l'inspection</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les documents susvisés concernant les travaux réalisés au niveau des casiers A9 et A10.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Programme de contrôle - biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 12.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La canalisation de collecte du biogaz au niveau du casier A9 a été endommagée par l'incendie, notamment la gaine principale d'alimentation de la torchère au biogaz.</p> <p>Écart constaté : L'étanchéité de la canalisation de collecte du biogaz semble ne plus être assurée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les travaux de remise en état de la canalisation de collecte du biogaz au niveau du casier A9 doit s'effectuer sous 7 jours au maximum.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 8 : Programme de contrôle - lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
Prescription contrôlée : Ce programme spécifie pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation normale, accidentelle ou incidentelle.
Constats : La canalisation de collecte des lixiviats regroupant les lixiviats de 3 puits localisés dans la zone du casier A9 est hors service suite à l'incendie. Écart constaté : La canalisation de collecte des lixiviats n'est plus apte à remplir sa fonction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les travaux au niveau de la canalisation des lixiviats doivent être entrepris rapidement pour une remise en fonctionnement sous 7 jours au maximum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 7 jours

N° 9 : Exploitation - Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 12.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la qualité du biogaz
Prescription contrôlée : Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900°C pendant au moins 0,3 s. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que les gaz de combustion au niveau de la torchère sont portés à une température de 940 °C sur l'afficheur de contrôle pendant au moins 0,3 s. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 7.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. [...] Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Suite à l'incendie du 18 août 2025, l'exploitant a réalisé un contrôle par caméra thermique de la zone incendiée via un drone le 19 août 2025. Une photographie a été jointe à la fiche de notification d'accident. Toutefois, ce contrôle n'a pas été renouvelé afin de s'assurer que le feu ne se propage pas dans le massif des déchets. Écart constaté : L'exploitant n'a pas réalisé des contrôles par caméra thermique permettant de s'assurer de la non-présence du feu dans le massif des déchets après le 19 août 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande que ce contrôle par caméra thermique soit de nouveau réalisé sous 48 h afin de s'assurer que le feu ne se propage pas dans le massif de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 2 jours

N° 11 : Installation de valorisation du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Captation du biogaz
Prescription contrôlée : Ce réseau est conçu et dimensionné afin de capter de façon optimale le biogaz et à permettre son acheminement vers une installation de valorisation ou de destruction par combustion.
Constats : Lors de la visite de site, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les 3 pieds de puits de biogaz impactés par l'incendie au niveau du casier A9 assure une captation optimale du biogaz. Écart constaté : Suite à l'incendie, la captation du réseau du biogaz dans les pieds de puits semble ne pas être optimale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une remise en état des équipements au niveau des pieds de puits du réseau biogaz est à réaliser

sous 7 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 7 jours

N° 12 : Aménagement de la zone d'enfouissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.5
Thème(s) : Risques chroniques, Colmatage et écoulement des lixiviats
Prescription contrôlée : Le diamètre doit être suffisant pour éviter le colmatage, faciliter l'écoulement des lixiviats, leur entretien et permettre le contrôle de leur état général par des moyens appropriés.
Constats : Lors de la visite de site, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les 3 pieds de puits des lixiviats impactés par l'incendie au niveau du casier A9 assure une captation optimale. Écart constaté : Suite à l'incendie, la captation du réseau des lixiviats dans les pieds de puits semble ne pas être optimale
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une remise en état des équipements au niveau des pieds de puits du réseau des lixiviats est à réaliser sous 7 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 7 jours

N° 13 : Entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Fonctionnement des ouvrages
Prescription contrôlée : Le maintien du bon état et du fonctionnement des ouvrages (clôture, accès, réseaux de dégazage, réseau lixiviats et bassin) [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les câbles électriques servant à l'alimentation des pompes de relevage des lixiviats dans 3 puits du casier A9 ont été brûlés. Écart constaté : les câbles électriques d'alimentation des pompes de relevage installés dans 3

puits de lixiviats du casier A9 sont détériorés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les réparations des câbles électriques doivent être réalisées sous 7 jours au maximum pour une remise en fonctionnement des pompes de relevage des lixiviats dans les 3 puits concernés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 7 jours

N° 14 : Fonctionnement du réseau collecte biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2025, article 12.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise [...] un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'incendie a endommagé les canalisations du réseau de collecte du biogaz du casier A9. En attendant, le remplacement de ces équipements, un contrôle des émissions diffuses doit être effectué avec un suivi et selon une procédure définie. Écart constaté : Le contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz n'a pas été réalisé par l'exploitant suite à l'incendie
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser et transmettre le contrôle des émissions diffuses du biogaz.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 7 jours